

Convention collective

IDCC : 9492. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES
(MAINE-ET-LOIRE)
(23 novembre 1970)**

(Etendue par arrêté du 15 juin 1972,
Journal officiel du 13 juillet 1972)

AVENANT N° 92 DU 7 DÉCEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797048M*
IDCC : *9492*

Entre :

L'union horticole de l'Anjou,

D'une part, et

L'union départementale FO de Maine-et-Loire ;

L'union départementale des syndicats CFDT de Maine-et-Loire ;

La section fédérale des travailleurs agricoles CGT de Maine-et-Loire ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions des articles 26, 31, 38, 42 et 54 de la convention collective sont modifiées comme suit :

Article 26

Primes accessoires du salaire

Le paragraphe 5 devient :

« 5. Une prime de fin d'année

Une prime de fin d'année est acquise pour l'ensemble du personnel à compter du 7^e mois de travail, continu ou non, au cours des 24 derniers mois.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Les 6 mois de travail nécessaires pour l'ouverture du droit à cette prime ne sont pas pris en compte pour le calcul de la prime. Après quoi, la prime est calculée sur 100 % du salaire mensuel de base. Elle est calculée au prorata du temps de travail de l'année.

La prime de fin d'année ne fait pas partie de la rémunération totale retenue pour le calcul de l'indemnité de congés payés.

La prime de fin d'année est payée avec la rémunération de décembre ou en cours d'année en cas de départ. »

Article 31

Durée du travail

Le paragraphe 7 devient :

« 7. Jours fériés chômés

« a) 1^{er} Mai.

« Le 1^{er} Mai, jour férié et chômé, n'est jamais une cause de réduction de la rémunération, conformément aux articles L. 222-6 et 222-7 du code du travail, ... » (Le reste sans changement.)

Article 38

Contrat à durée indéterminée

Le 1 du a devient :

« 1. Agent d'exécution :

– 8 jours, s'il s'agit d'un salarié ayant au moins 1 mois de présence dans l'exploitation ;

– 15 jours, de date à date, s'il s'agit d'un salarié employé au niveau 4 de la classification des emplois définie à l'article 19 de la présente convention collective, ayant au moins 6 mois de présence dans l'exploitation. »

Article 42

Indemnité de licenciement

L'article 42 « Indemnité de licenciement » devient :

« Une indemnité distincte du préavis sera accordée, en dehors du cas de faute grave, à tout salarié licencié et ayant au moins 2 ans d'ancienneté dans l'exploitation ou l'entreprise.

Pour un licenciement fondé sur le motif économique prévu à l'article L. 321-1 du code du travail, cette indemnité sera calculée comme suit :

– moins de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois de salaire par année d'ancienneté,

– à partir de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois de salaire par année d'ancienneté plus 2/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Pour un licenciement fondé sur un motif autre que celui visé à l'alinéa précédent, cette indemnité sera calculée comme suit :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté,

- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté plus 1/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*. »

Article 54

Indemnités. – Retraite complémentaire

Le paragraphe 2 devient :

« 2. Risque vieillesse

a) Personnel d'encadrement

Les salariés bénéficiaires du régime complémentaire de retraite et de prévoyance, institué par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, doivent être affiliés aux différentes institutions qui le mettent en œuvre (la gestion en est assurée par la caisse de retraite complémentaire des cadres de l'agriculture (CRCCA), 21 rue de la Bienfaisance, 75832 Paris Cedex 8, et par la caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles (CPCEA), 20, rue de Clichy, 75009 Paris). Les salariés des entreprises nouvelles créées à compter du 1^{er} janvier 2002 relèvent aussi de la caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles (CAMARCA), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8.

Les bénéficiaires de ce régime au regard de la classification des emplois sont définis en application des critères qui servent à la détermination des participants au régime de retraite des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Les partenaires sociaux signataires des accords de classification des emplois doivent saisir l'AGIRC et lui transmettre leurs avis quant aux participants relevant du régime de retraite des cadres institué au sein des conventions collectives concernées, en application des règles fixées par la convention collective nationale du 14 mars 1947. La décision sur les seuils d'affiliation prise par l'AGIRC devra figurer en annexe dans les conventions collectives concernées.

b) Autre personnel

Tout employeur existant avant le 1^{er} janvier 2002 est tenu d'adhérer pour ses salariés à la caisse interprofessionnelle par répartition des salariés des services de l'industrie et du commerce (CIRSIC), 5, rue de Dunkerque, 75477 Paris Cedex 10.

Le taux de la cotisation contractuelle dont est fonction le montant de la retraite est composé :

1. Du taux correspondant au régime de base de la CIRSIC, soit 4 % des salaires réels au sens de la législation sur les assurances sociales agricoles, ce taux étant réparti à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge du salarié ;

2. Du taux de 4 % des mêmes salaires, correspondant au régime supplémentaire de la CIRSIC, ce taux étant réparti à raison de 46 % pour l'employeur et 54 % pour le salarié.

Les entreprises nouvelles créées à compter du 1^{er} janvier 2002 doivent adhérer pour leurs salariés de la caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles (CAMARCA), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Maine-et-Loire, cité administrative, 15 *bis* rue Dupetit-Thouars à Angers.

Fait à Angers, le 7 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)